

PLF 2025, 550 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS À LA DGFIP !



Depuis trop longtemps les gouvernements successifs ont considéré la DGFIP comme un réservoir d'emplois à supprimer : près de 50 000 de 2002 à 2024 !

Alors qu'il était promis une année blanche en termes de suppressions d'emplois, déjà scandaleuse au regard des services exsangues, 550 suppressions d'emplois nous sont encore imposées. Moins nous sommes nombreux, plus l'impact des suppressions d'emploi est démultiplié sur les missions, les agent.es et leurs conditions de vie au travail ! C'est la démonstration du peu de considération envers les agent.es et les missions de service public. Pour supprimer les ponts naturels

nous sommes une administration régaliennne, mais lorsqu'il s'agit de pérenniser (sacraliser, préserver ?) les emplois, nous sommes la variable d'ajustement.

A la résorption de la dette, chacun devrait prendre sa part ? Quelle blague ! La DGFIP a déjà payé un lourd tribut qui pèse chaque jour sur les agent.es et les missions de service public. Dans ce contexte budgétaire, dont les agent.es ne sont en rien responsables, la DGFIP n'est-elle pas au cœur du financement de l'État ? Les agent.es des Finances Publiques ne sont-ils et elles pas en entre autres les personnels en charge du recouvrement des recettes et de la lutte contre la fraude fiscale ?

Pour la CGT Finances Publiques, au contraire, il est urgent d'investir et de recruter à la DGFIP !

Avec son raisonnement imperméable à toute notion de conditions et de sens au travail, de qualité du service rendu, de rôle des missions fiscales, comptables et foncières..., **le gouvernement, les ministres et la DG mènent la DGFIP à sa perte alors que tout concourt à son renforcement !**

Si les moyens étaient donnés aux agent.es pour réaliser pleinement toutes les missions, fini le recours à tous ces cabinets privés de conseil qui « se payent sur la bête », finie l'externalisation des missions comme auprès des buralistes ou l'embauche de contractuels précaires en lieu et place de fonctionnaires titulaires et assermentés !

Après la remise en cause de notre réseau de proximité de pleine compétence, la DG poursuit la mise à mal les missions.

Il faudra attendre les documents du CSAR de décembre prochain et des CSAL pour connaître l'impact réel de ces suppressions d'emplois. D'ores et déjà dans les documents du PLF nous pouvons extraire quelques chiffres :

SERVICE	SCHÉMA D'EMPLOIS	ETP AU 31/12/2025
Administration centrale	+50	2827
Services à l'étranger	0	12
Services départementaux	- 730	74026
Autres	+130	15171
Total	- 550	92036

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	Dont départs en retraite	Entrées prévues	Dont primo recrutements	Schéma d'emplois
A+	130	104	44	12	- 86
A	1314	734	1185	748	- 129
B	2472	1561	1391	849	- 1081
C	1934	901	2680	2141	+746

D'après ces chiffres, ce serait donc l'administration Centrale qui serait renforcée au détriment des services départementaux ?

Il ne faut pas fermer nos accueils pendant la campagne d'impôts sur les revenus avec la fin des ponts naturels, mais ce sont les services qui en sont chargés qu'on déshabille ?

Un jour administration régaliennne, le lendemain variable d'ajustement pour le budget de l'État ! Ce n'est pas de cette manière que la population, les usagers, fonctionnaires, agent.es ont exprimé leur conception du service public de proximité.

Les politiques destructrices sont toujours à l'œuvre. Alors qu'un gouvernement irresponsable a aggravé le déficit de manière abyssale en réduisant les recettes fiscales et sociales par des cadeaux fiscaux et sociaux aux entreprises pendant 7 ans, on demande maintenant aux agents publics de payer la note en réduisant encore et toujours les missions de service public garantes de l'égalité de traitement des citoyens et de la qualité du service public, c'est inacceptable !

La CGT Finances publiques condamne avec fermeté ces politiques qui sévissent depuis des années et qui ont abouti aujourd'hui à la situation catastrophique de nos services publics.

La CGT Finances Publiques exige un investissement d'urgence pour un service public de proximité, au service de la population et de la société, pour une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

La CGT Finances Publiques appelle les agent.es des Finances Publiques à se saisir de tous les droits à leur disposition (réunions, AG, instances...) pour faire connaître leur exaspération et leur désaccord sur ce que devient leur vie professionnelle, ce que devient l'exercice de leurs missions et le service public rendu, et à réfléchir à ce qu'au contraire cela devrait être.

